



## **Rencontre DG-OS : un simulacre de dialogue social !**

*30 minutes, top chrono, accordées aux OS... pour n'avoir le temps de débattre de rien.*

La rencontre DG-OS restera marquée par un dialogue social sous contrainte. Le peu de temps (30 minutes à peine) accordé aux OS n'aura pas permis de débattre des sujets importants qui intéressent les agents·e·s de notre département.

### **Un démarrage sous tension**

La rencontre, prévue à 11h30, débute finalement à 11h45 (les OS étaient présentes dès 11 h).

Dès l'ouverture, la Directrice Générale indique que les organisations syndicales disposeront de 30 minutes pour s'exprimer, soit jusqu'à 12h15.

Le ton est donné. Il faut comprendre « je n'ai que très peu de temps à vous consacrer ».

**Face à ce format particulièrement contraint, la CGT exprime son étonnement et demande à ce que la séance se déroule dans un cadre permettant une réelle expression de l'ensemble des OS.**

**Elle rappelle qu'en accord avec la direction locale, chaque organisation devait pouvoir lire une liminaire de 8 minutes, soit 24 minutes au total, laissant un temps d'échange déjà très limité.**

Cette demande de clarification provoque un échange tendu, entre le secrétaire de la CGT et la DG. Cette dernière a semble-t-il pris ombrage à l'évocation du terme « recadrer ».

**La CGT interroge alors :**

**« Avez-vous pu prendre connaissance de notre liminaire, transmise hier, à votre attention exclusive, par le canal de la direction locale ? »**

**Réponse implicite : la déclaration n'avait pas été lue, préalablement.**

## **Une séance écourtée, sous forte contrainte de temps.**

La séance débute effectivement à 11h49, dans une atmosphère tendue.

Lors de la lecture de la liminaire de la CGT, la DG interrompt le secrétaire au point n°7, évoquant la nécessité de respecter strictement la répartition du temps.

La CGT va donc directement à sa conclusion, et précise 1 des 5 points non lus, sans le détailler.

Le secrétaire général conclut :

**« Nous resterons vigilants, exigeants et déterminés à défendre une DGFIP au service des agents et des usagers, et non guidée par des logiques purement comptables. »**

## **Des réponses convenues, sans aucun engagement concret**

La DG remercie les OS pour leur présence et souligne « la qualité du travail accompli par les équipes ».

Elle affirme sa volonté de « travailler ensemble » et met en avant « le dialogue social exemplaire » en Guadeloupe que les 3 OS ont affirmé.

**La CGT a tenu à rappeler qu'en local, le dialogue social était nourri et constructif, puisque le DRFiP et son adjoint « responsable du pôle RH » étaient toujours accessibles pour rechercher des solutions dans l'intérêt du service public et des personnels.**

Globalement, les échanges sont restés limités avec la DG et peu ouverts sur les propositions formulées par la CGT et les 2 autres OS.

## **Sur l'emploi et les effectifs**

La DG indique qu'une nouvelle méthode d'allocation des emplois sera présentée le 28 octobre 2025, avec pour objectif affiché de mieux prendre en compte les charges d'accueil.

**Elle reconnaît que les besoins de la Guadeloupe sont plus importants qu'ailleurs, tout en rappelant qu'aucune suppression de poste n'est prévue, pour notre département.**

Elle admet également que « les gains de productivité ne sont pas infinis », ce qui confirme la position de la CGT d'où la nécessité d'un renforcement des moyens humains.

## Autres points évoqués

- PCE : réorganisation annoncée, pas de suppression.
- VSC : dispositif maintenu, agents considérés comme « utiles à l'accueil ».
- Prise en charge des congés bonifiés en « Porte-à-porte » : compréhension affichée, mais aucune mesure nouvelle envisagée.

## Les revendications de la CGT

**La CGT a porté plusieurs revendications fortes, notamment :**

- La création d'un **centre de contact Antilles-Guyane**, indispensable pour améliorer la qualité du service rendu aux usagers ultramarins et renforcer la proximité.

Cette proposition a été écartée par la DG, au motif du coût et du choix déjà arrêté en faveur de la Réunion.

L'argument avancé — le décalage horaire — traduit une approche essentiellement gestionnaire, éloignée des réalités locales. Si, la réunion est à 2 h de décalage horaire avec Paris, les Antilles-Guyane sont à 6 h. Les publics intéressés par un centre de contacts des particuliers et des professionnels Antilles-Guyane existent bel et bien.

**La CGT continuera à porter cette revendication, en local et au national, pour désengorger les SIP et SIE des demandes d'informations redondantes qui nuisent à l'effectivité du temps consacré à la lutte contre la fraude.**

**Ces arguments, comme de nombreux autres, n'ont pas pu être défendus faute de temps accordé à cette rencontre.**

Sur la vie chère et la faible valeur faciale des titres restaurants, la DG a relativisé les écarts, comparant la situation de la Guadeloupe avec celle de la France hexagonale, ce que la CGT juge peu représentatif du vécu des agents.

Elle a rappelé qu'en Guadeloupe, il y avait les 40 % qui n'existaient pas dans l'Hexagone.

## Conclusion : un dialogue à renforcer

Cette rencontre, bien que présentée comme un moment d'échange, a laissé le sentiment d'un dialogue social encore trop encadré et peu ouvert sur un véritable temps d'échanges. Les propositions concrètes des représentants du personnel n'ont pas été d'abattues, pour être entendues.

**La CGT regrette que le format et la posture institutionnelle aient limité la possibilité d'un véritable débat.**

Malgré cela, la CGT reste disponible pour un dialogue social constructif, exigeant et respectueux, à la hauteur des enjeux de la DGFIP et des réalités de terrain.

Nous ne serons ni dociles ni résigné·e·s. Nous resterons critiques, engagé·e·s et combatives et combatifs, parce que nous croyons à une DGFIP au service des agent·e·s et des usagers, pas des logiques comptables. C'est tout le sens du combat de la CGT.

## **Une sortie du même acabit que l'ouverture de cette rencontre.**

Pressée d'en finir, la DG conclut par un au revoir global aux OS :

« Vous m'excuserez, je vous dis au revoir collectivement. »

Une sortie sans saluer individuellement les neuf élu·e·s des personnels CGT – FO – SOLIDAIRES — ultime symbole du peu de considération pour les OS locales assumé jusqu'au bout.

### **Celles et ceux qui avaient prédit une réunion inutile n'ont pas complètement tort.**

Il n'empêche que la CGT, contre vents et marées, saisira toutes les occasions pour porter la parole des personnels.

**La CGT réaffirme sa détermination à :**

- **Défendre les agents et leurs conditions de travail ;**
- **Exiger un dialogue social réel, loyal et respectueux ;**
- **Obtenir les moyens humains et matériels indispensables à l'exercice des missions de service public ;**
- **Revendiquer un renforcement des effectifs pour répondre aux besoins spécifiques de la Guadeloupe et garantir la continuité du service public ;**
  - **Créer un centre de contact Antilles-Guyane, pour améliorer la qualité du service rendu aux usagers ultramarins et désengorger les SIP et SIE ;**
  - **Garantir la pérennité du dispositif VSC et la reconnaissance de leur rôle essentiel dans l'accueil du public ;**
- **Refuser toute suppression de poste et toute réorganisation dégradant les conditions de travail, notamment dans les PCE ;**
  - **Améliorer la prise en charge des congés bonifiés, notamment dans le cadre du dispositif « porte-à-porte » ;**
- **Revaloriser la valeur faciale des titres-restaurant pour tenir compte du coût de la vie et de la cherté des produits en Guadeloupe ;**
  - **Reconnaître les réalités locales dans la répartition des moyens et des emplois ;**
  - **Maintenir et renforcer un dialogue social de proximité, fondé sur l'écoute, la transparence et la loyauté institutionnelle.**

**Bertin CHENILCO**  
**Secrétaire général**

**Anthony BANDO**  
**Secrétaire adjoint**

**Sabrina BOUCAUD**  
**Membre active de la CE**